

**La reprise grâce à l'égalité :**  
**Mettre au point un plan d'action inclusif pour les femmes dans l'économie**  
**Centre canadien de politiques alternatives, Fondation canadienne des femmes**  
**et Ontario Nonprofit Network**

« Le gouvernement va établir le Plan d'action pour les femmes dans l'économie pour aider plus de femmes à retourner sur le marché du travail et veiller à gérer la pandémie et la reprise d'un point de vue féministe et intersectionnel ».

- **Discours du Trône, 23 septembre 2020**

Dans le discours du Trône, le gouvernement fédéral a promis un Plan d'action pour les femmes dans l'économie et s'est engagé à assurer une reprise d'un point de vue féministe et intersectionnel après la pandémie. En concentrant les efforts sur les femmes marginalisées et sur les initiatives dans les secteurs fragiles à majorité féminine — dont bon nombre sont les secteurs sous-évalués de la prestation des soins — on peut offrir aux femmes la reprise économique la plus vaste et la plus profonde à la suite de la pandémie. La réponse intersectionnelle nécessitera l'établissement d'un lien entre le Plan d'action et les initiatives de lutte contre la discrimination systémique à l'échelle du gouvernement fédéral.

Des mémoires, des rapports et des plans très variés provenant des secteurs public, privé et sans but lucratif, qui traitent de la reprise intersectionnelle sexospécifique au Canada peuvent être considérés comme une source de consensus sur l'importance de l'économie des soins<sup>1</sup>, de la sécurité du revenu et de la réforme du marché du travail. Ceux-ci comprennent les suivants : *Un plan de relance économique féministe pour le Canada : Faire fonctionner l'économie pour tout le monde*<sup>2</sup>, *le budget fédéral alternatif*<sup>3</sup> et *Le projet « She-Covery » : Faire face aux impacts économiques sexospécifiques de la COVID-19 en Ontario*<sup>4</sup>, pour n'en citer que quelques-uns.

La pandémie a accentué et mis en évidence les inégalités économiques qui existaient déjà. Pour réaliser l'égalité des genres pour toutes les femmes, il faut non seulement assurer la reprise depuis la « récession au féminin » (she-cession)<sup>5</sup> due à la pandémie, mais aussi continuer de mettre l'accent sur les femmes et l'économie et de créer l'infrastructure interne au sein du gouvernement pour faire avancer le Plan d'action, surveiller les résultats et corriger le tir au cours des prochaines années. L'Énoncé économique de l'automne prévoit des fonds destinés aux soins de longue durée et à la sécurité dans les écoles, et accorde un allègement aux familles ayant de jeunes enfants et des mesures de soutien comme le programme de subventions salariales<sup>6</sup>. Ces investissements fédéraux considérables sont nécessaires compte tenu de l'hiver difficile marqué par la COVID-19, et il faut adopter une vision plus large pour relever les défis pressants et à long terme de notre époque qui ont une incidence sur l'égalité des genres, y compris les disparités de revenu, l'injustice raciale et les urgences climatiques.

### **Les femmes et l'économie en période de pandémie**

- **Pertes d'emploi plus lourdes, reprise plus faible**

Lorsque la pandémie s'est répandue, les secteurs à majorité féminine ont été touchés durement et rapidement. À la fin d'avril, 2,8 millions de femmes — soit 30 % de celles qui travaillent — avaient perdu leur emploi ou travaillaient moins de la moitié de leurs heures

normales de travail<sup>7</sup>. Les pertes d'emploi<sup>8</sup> ont été en majeure partie enregistrées chez les travailleurs à faible salaire, en vaste majorité des femmes, les personnes très racialisées et faisant face aux plus grands obstacles à l'emploi. La pandémie a accentué la division de longue date entre les « bons emplois » et les « mauvais emplois » dans notre marché du travail.

Huit mois après le début de la pandémie, un plus grand nombre de femmes sont de retour au travail et accumulent des heures de travail, mais la reprise est aussi inéquitable que le ralentissement économique. La reprise de l'emploi chez les femmes continue d'accuser un retard par rapport à celle des hommes, et leur sécurité économique demeure fragile<sup>9</sup>. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur de l'éducation ainsi que dans le secteur de l'hébergement et de la restauration au cours des mois d'été, les femmes avaient récupéré 79 % des emplois initialement perdus en octobre. Les personnes de 25 à 54 ans ont enregistré les gains les plus importants, et celles de 15 à 24 ans, les plus faibles. Les jeunes femmes ont en fait perdu du terrain en octobre avec une hausse du chômage. La situation est particulièrement grave pour les travailleurs à faible revenu qui ont le moins de protection juridique et le moins de ressources pour essuyer la tempête.

Dans les grands marchés du travail comme celui de la région du Grand Toronto, les femmes affrontaient déjà de plus grandes difficultés économiques avant l'intensification des mesures de confinement. En octobre, le secteur des services d'hébergement et de restauration a connu son premier mois de pertes d'emplois depuis avril, et environ 80 % des 56 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi étaient des femmes. Les femmes perdent aussi des emplois dans les services personnels, la culture, l'information et les loisirs et l'administration publique<sup>10</sup>.

- **Mères abandonnant leur emploi, quittant la population active**

Un élément clé de la crise pour la sécurité économique des femmes se produit sur le front du foyer. Durant la pandémie, les femmes ont intensifié leurs efforts pour faire face à une énorme augmentation du travail non rémunéré et de la prestation de soins, et elles se sont retirées de l'emploi rémunéré. La progression de l'emploi depuis avril a été particulièrement faible chez les mères ayant des enfants de moins de 12 ans, ce qui indique une division inégale continue du travail à la maison alors que les écoles fermaient et que l'accès aux services de garde devenait incertain. En août, les pères avaient effectivement récupéré tous les emplois perdus, tandis que 12 % des mères qui travaillaient en février étaient toujours sans travail, ou travaillaient moins de la moitié de leurs heures normales de travail<sup>11</sup>.

Une hausse de l'emploi des femmes en septembre, notamment dans les services d'éducation, a tout de même laissé un grand nombre de mères ayant des enfants de moins de 18 ans travailler des heures réduites : 70 % de plus qu'en février, comparativement à seulement 23,7 % des pères<sup>12</sup>. À cet égard, les chefs de famille monoparentale ont subi une plus grande perte d'emplois et d'heures de travail comparativement aux pères et aux mères de famille biparentale. En septembre, ils avaient récupéré une fraction beaucoup plus faible des emplois perdus — 17 % de tous les parents seuls ayant des enfants de moins de 12 ans travaillaient encore moins de la moitié du temps, y compris 32 % des mères ayant des enfants de moins de six ans<sup>13</sup>.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de la proportion de femmes qui ont abandonné complètement le marché du travail, mettant de côté leur propre sécurité financière pour répondre aux besoins de leur famille. Selon Économique RBC, les femmes de 35 à 39 ans quittent la population active « en grand nombre », et les mères d'enfants de moins de six ans représentent les deux tiers de l'exode dans ce groupe d'âge clé<sup>14</sup>.

### **Susciter une reprise intersectionnelle et inclusive des genres**

Si les efforts de reprise ne se concentrent pas sur les femmes qui affrontent les risques et les obstacles les plus grands, les progrès en matière d'égalité des genres reculeront de plusieurs décennies et la reprise sera prolongée, avec des conséquences extrêmement dommageables pour l'ensemble de la société. C'est particulièrement vrai pour les femmes des communautés marginalisées qui se sont retrouvées aux premières lignes et qui ont été négligées en raison de la pandémie. Moins susceptibles d'avoir les moyens financiers de résister à cette crise, elles connaissent le retour au travail le plus lent, les plus grands défis en matière de prestation de soins et les répercussions secondaires les plus graves, y compris des niveaux accrus de violence fondée sur le sexe (VFS) et des besoins non satisfaits en matière de santé<sup>15</sup>.

Le Plan d'action pour les femmes dans l'économie doit répondre aux besoins immédiats et jeter les bases d'un avenir plus sûr, plus résilient et plus juste sur le plan de l'égalité des genres pour toutes les femmes. Il est essentiel de recueillir et d'intégrer des données ventilées selon le sexe qui tiennent compte des réalités et des défis de différents groupes de femmes et de personnes de diverses identités de genre.

Les mesures doivent comprendre :

- Rendre obligatoire l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) intersectionnelle dans l'élaboration de politiques et de programmes dans tous les aspects de la reprise à la suite de la pandémie, y compris les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement et les ententes de financement avec des partenaires du secteur sans but lucratif/caritatif et du secteur privé.
- Recueillir, analyser et publier des données ventilées et recoupées selon le sexe, la race, l'origine ethnique, l'indigénité, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la géographie et le secteur de travail sur les cas de COVID-19, l'impact économique de la pandémie et la relance économique
- Faire participer le secteur des femmes dans toute sa diversité en tant qu'intervenants importants à tous les ordres de gouvernement et fournir un financement de base aux organisations de défense des droits des femmes et d'égalité des genres afin d'améliorer leur sécurité financière et l'impact de leurs programmes.

La pandémie de COVID-19 a révélé que les femmes occupent une place trop précaire sur le marché du travail rémunéré. L'élaboration d'un Plan d'action pour les femmes dans l'économie donne l'occasion de trouver des solutions à la crise actuelle et d'investir dans les fondements d'une reprise d'un point de vue féministe qui inverse les inégalités de longue date au Canada. Comme l'indique le récent Énoncé économique de l'automne, il s'agit d'une occasion pour faire la promotion de « l'égalité des genres et l'équité en général à moyen et à long terme »<sup>16</sup>. Le statu quo ne permettra pas d'offrir un travail décent et digne, la

sécurité du revenu, des services publics de qualité ou la protection de l'environnement naturel — qui sont tous nécessaires pour corriger les inégalités de genre et autres injustices et pour créer une économie inclusive et durable.

À long terme, une stratégie efficace pour les femmes dans l'économie doit créer les conditions propices pour que les femmes dans leur diversité occupent un emploi rémunéré, doit s'attaquer aux désavantages structurels qui touchent les femmes et favoriser la création de travail décent offrant un revenu équitable et des protections sociales et d'emploi. L'objectif est de faire en sorte que la richesse, le travail et les responsabilités en matière de soins soient répartis de façon plus équitable, et que tout le monde — les femmes racialisées, les femmes handicapées, les femmes à faible revenu, les personnes de diverses identités de genre — puisse participer à l'économie de façon équitable et juste de manière à créer une prospérité et un bien-être communs.

### **Domaines d'action clés**

#### **1. Supprimer les obstacles à la participation des femmes au marché du travail rémunéré**

Les femmes arrivent sur le marché du travail avec des compétences, des talents et des circonstances propres à chacune d'elles. Les jeunes femmes d'aujourd'hui sont les plus instruites de toute l'histoire du Canada. Pourtant, en tant que groupe, elles continuent d'être surreprésentées et cantonnées dans des domaines d'études sexospécifiques et des secteurs de l'économie qui demeurent sous-évalués et mal rémunérés. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'occuper un emploi précaire, y compris des contrats temporaires et à temps partiel, souvent dans le but de coordonner la prestation de soins et d'autres responsabilités domestiques. D'autres femmes n'ont pas accès au soutien nécessaire pour travailler. Le manque de soins auxiliaires ou d'aménagements nécessaires, le défaut de reconnaître les titres de compétences étrangers ou l'expérience de travail connexe, la discrimination à l'égard des personnes racialisées, la pauvreté ou l'absence de logement stable sont tous des obstacles qui limitent les activités des femmes sur le marché du travail et leur accès à la sécurité financière tout au long de leur vie. La pandémie a amplifié ces défis de façon exponentielle. Les solutions exigent une réponse globale qui cible des besoins communautaires distincts dans les domaines suivants.

**Apprentissage et garde des jeunes enfants** : La crise de l'emploi chez les mères — en particulier les mères seules — accorde une priorité immédiate à la transformation de ce secteur fragile dans le Plan d'action. Les services de garde sont essentiels au Canada, car ils permettent aux parents de tous les genres de travailler et font en sorte que les enfants soient prêts à apprendre, ce qui a des répercussions positives sur leur bien-être à long terme. Sept services de garde autorisés sur dix au Canada ont mis à pied une partie ou la totalité de leur effectif au cours de la première phase de la pandémie<sup>17</sup>, et des centaines de services de garde n'ont pas encore rouvert leurs portes, leur avenir est menacé, les inscriptions sont faibles et les coûts liés à la pandémie sont élevés<sup>18</sup>. L'Énoncé économique de l'automne comprenait des ressources pour le nouveau Secrétariat fédéral responsable de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants afin de coordonner les efforts visant à bâtir un système pancanadien de « services de garde d'enfants abordables, accessibles, inclusifs et de haute qualité d'un océan à l'autre ». Pourtant, le Secrétariat devra travailler très rapidement pour empêcher l'effondrement du système de garde d'enfants du Canada.

Le leadership fédéral, notamment des dépenses fédérales audacieuses et accélérées s'élevant jusqu'à deux milliards de dollars par année par l'intermédiaire du cadre multilatéral et d'accords bilatéraux, peut accélérer le passage à un système géré et entièrement financé par le secteur public qui offre des services de garde inclusifs, abordables et de qualité. Un tel investissement augmenterait considérablement l'offre de travail et les heures d'emploi pour les femmes âgées de 25 à 50 ans (d'environ 725 000 travailleuses au cours de la prochaine décennie), ce qui se traduirait par une augmentation de l'activité économique et des recettes publiques<sup>19</sup>.

**Services de lutte contre la violence faite aux femmes et la violence fondée sur le sexe :** La pandémie a braqué les projecteurs sur la violence faite aux femmes et la violence fondée sur le sexe (VFS) et a attiré l'attention du public sur l'ampleur et les répercussions de la VFS au Canada. Des contributions financières d'urgence ont permis d'offrir des solutions palliatives et une capacité pour les refuges, les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle et les programmes et services plus vastes de lutte contre la VFS aux fins d'adaptation aux mesures d'urgence en cas de pandémie et de conversion à l'offre de services à distance. La pleine participation économique des femmes et l'accès ininterrompu au marché du travail exigent des collectivités, des foyers et des lieux de travail sécuritaires. Il est essentiel pour la sécurité économique des femmes et pour la planification de la participation des femmes à l'économie de mener à bien l'élaboration d'un solide plan d'action national sur la violence fondée sur le sexe, centré sur les femmes noires, et de passer à une mise en œuvre bien financée de ce plan. L'annonce par le gouvernement fédéral d'un financement important — 782 millions de dollars sur cinq ans — à l'appui d'un plan d'action national pour mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles et LGBT autochtones<sup>20</sup> devrait favoriser l'achèvement rapide de cet outil essentiel qui sauve des vies.

**Mesures d'adaptation et de soutien :** Les femmes handicapées et les autres femmes ont eu de la difficulté à se tailler une place sur le marché du travail, cherchant le soutien nécessaire — horaires souples, soins auxiliaires, transport accessible ou technologies de communication — pour participer à l'économie. Même si des industries entières ont pivoté pour faciliter le travail à domicile en prenant des mesures accueillies avec un sentiment mitigé par les femmes handicapées qui se sont battues longtemps et avec acharnement pour obtenir ce genre de mesures d'adaptation qu'elles voient se déployer sans effort — l'accès aux soutiens nécessaires est devenu infiniment plus difficile alors que les fournisseurs de services tentent d'offrir des services d'aide sociale à distance avec des revenus en baisse. La même énergie est nécessaire pour s'attaquer aux obstacles à l'emploi auxquels font face les nouveaux immigrants, les femmes autochtones, les femmes handicapées et les jeunes femmes, et pour stabiliser les systèmes de soutien existants en combinaison avec des mesures stratégiques connexes pour favoriser la création de possibilités d'emplois décents. Des mesures de soutien adapté sont essentielles à la participation des femmes au marché du travail.

## **2. Créer l'infrastructure publique nécessaire pour stimuler la création de travail décent et d'une prospérité pour tous**

Une économie inclusive et durable repose sur des normes et des protections solides en matière d'emploi, des programmes de sécurité du revenu efficaces qui protègent contre les risques et atténuent les disparités de revenu et une infrastructure communautaire

essentielle, comme des services de soins et du soutien personnalisé au perfectionnement de la main-d'œuvre. Ces types d'investissements sont non seulement cruciaux pour la participation économique soutenue des femmes et leur sécurité économique à long terme, mais aussi pour la création d'une économie inclusive et durable.

***Investir considérablement dans l'économie des soins*** : La pandémie met en lumière à quel point l'économie des soins est essentielle à la santé, au bien-être et au système économique, tout en exposant sa faible valeur sociale. Il s'agit d'un élément clé de l'infrastructure qui appuie la participation des femmes au marché du travail, car le secteur des soins emploie surtout des femmes, en particulier des femmes racialisées, noires, immigrantes et migrantes, et il dégage les femmes des responsabilités liées à la prestation de soins afin qu'elles puissent aller travailler. La planification de la reprise doit viser en priorité à aller au-delà de l'approche fragmentée du sous-financement, de la privatisation et de l'exploitation de ceux qui travaillent dans les secteurs des soins, soutenus par la discrimination systémique. Des investissements importants dans des services publics de qualité permettront non seulement de relever le niveau de travail des femmes, mais auront aussi retombées positives qui se répercuteront en cascade sur l'économie, l'environnement et les collectivités. Les gouvernements peuvent saisir cette occasion pour créer un système de services de soins complets, de grande qualité et gérés par le secteur public, supprimant l'aspect lucratif du secteur des soins, pour tous les Canadiens. L'investissement dans l'infrastructure sociale s'autofinance au fil du temps grâce à l'augmentation de l'emploi et des revenus, à la réduction des prestations de sécurité du revenu et des services d'urgence, et à des collectivités en meilleure santé<sup>21</sup>.

***Assurer un travail décent à ceux qui sont en marge ou exclus du marché du travail*** : Les femmes, en particulier les femmes racialisées, noires, immigrantes et migrantes, sont traditionnellement et historiquement surreprésentées dans les emplois – c.-à-d. les soins, le travail de bureau, le nettoyage, la tenue de la caisse et la restauration – qui comptent peu de travail décent, et elles sont plus susceptibles de s'absenter pour assumer des responsabilités liées à la prestation de soins. Un salaire minimum qui tient compte du salaire de subsistance, de congés de maladie payés, de la résidence permanente pour les travailleurs migrants, combiné à des mesures de protection du travail qui favorisent la stabilité, peut encourager une participation continue au marché du travail, réduire la dépendance au soutien du revenu, et faire en sorte que les femmes ne restent pas concentrées dans la tranche inférieure de la population active ou ne décrochent pas complètement. De solides mesures de protection du travail doivent être complétées par des mécanismes législatifs qui haussent le plancher salarial des femmes, comme l'équité salariale (salaire égal pour un travail de valeur égale) et la transparence salariale (transparence de la rémunération fondée sur la composition de l'effectif). Des stratégies et des mesures de soutien supplémentaires en matière de travail décent devraient cibler spécifiquement les personnes qui sont en marge ou exclues du marché du travail, y compris les femmes autochtones et les femmes handicapées.

***Moderniser la sécurité du revenu pour protéger les femmes sur le marché du travail d'aujourd'hui et réduire l'inégalité des revenus*** : Compte tenu des secteurs dans lesquels les femmes travaillent et de leurs rôles liés à la prestation de soins, la transformation à grande échelle du travail au cours de la prochaine décennie, qu'elle soit le résultat d'une

relance à la suite de la pandémie ou de perturbations technologiques, continuera de générer des modèles « au travail et en dehors du travail » et de l'incertitude économique pour les femmes. Pour cette raison, les mesures ciblées d'aide financière devraient être maintenues pour les personnes qui ont des obligations continues de prestation de soins, qui font face à une perte d'emploi ou à une réduction de revenu continue, ou qui ne peuvent pas avoir accès aux programmes de soutien du revenu traditionnel. Les mesures de soutien du revenu et les changements temporaires apportés à l'assurance-emploi en août étendent l'aide potentielle à des millions de femmes aux prises avec des revenus instables et des possibilités d'emploi réduites<sup>22</sup>. Cependant, près de 550 000 femmes — 26 % des femmes bénéficiant de la Prestation canadienne d'urgence en août — se trouvent dans une situation financière plus précaire dans le cadre des nouveaux programmes, et la plupart — 442 000 — ont complètement perdu leur soutien financier<sup>23</sup>. La mise en œuvre de ces mesures d'urgence offre d'importantes leçons pour renforcer la sécurité du revenu de façon permanente, en particulier la valeur de l'amélioration de la couverture et de la création d'un « seuil de revenu minimum » plus élevé grâce à de nouveaux programmes comme la prestation proposée pour les personnes en situation de handicap. Il est essentiel de surveiller de près la couverture et l'interaction entre les nouvelles et les anciennes mesures de soutien du revenu, pour les diverses femmes. Il en va de même de la modernisation des anciens systèmes, comme l'assurance-emploi, pour tenir compte des réalités actuelles et futures de la main-d'œuvre, et du renforcement du rôle et de la générosité des programmes qui compensent les coûts des biens essentiels comme le logement, les médicaments, les soins auxiliaires et le travail afin de réduire la pauvreté et les disparités de revenu. L'épargne-retraite et les pensions sont des préoccupations liées à la sécurité du revenu pour les femmes, qui sont plus susceptibles de prendre leur retraite dans la pauvreté. La durée de vie plus longue, les gains sont faibles et les interruptions de carrière plus nombreuses font en sorte qu'il est plus difficile pour les femmes d'épargner en vue de la retraite et ont pour effet d'élargir l'écart entre les montants de retraite selon le genre.

***Élargir les programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre sexospécifiques*** : Les perturbations technologiques ayant trait à la nature du travail, évoquées comme étant l'avenir du monde du travail, ont été accélérées par la pandémie. Ces perturbations toucheront les femmes de façon disproportionnée, car les femmes sont concentrées dans deux extrêmes, soit les emplois les plus susceptibles d'être perturbés (faible salaire, travail de bureau, fabrication et vente au détail) et les emplois les moins susceptibles d'être perturbés (secteur des soins comme la garde d'enfants, les soins à domicile et les soins de longue durée)<sup>24</sup>. Compte tenu des ségrégations professionnelles et industrielles fondées sur le genre, la race et le statut d'immigrant — pour n'en nommer que quelques-unes — et des désavantages historiques sur le marché du travail, de nombreuses femmes pourraient ne pas être en mesure d'accéder aux emplois nouvellement créés dans l'avenir. Les recherches montrent que de nouveaux emplois sont créés dans des industries et des professions à prédominance masculine comme le génie, l'informatique, les sciences de l'environnement et la construction<sup>25</sup>. Pour atténuer les perturbations de la participation des femmes au marché du travail et en tirer parti, il faut un plan de formation et de renforcement des compétences qui tient compte de l'avenir du monde du travail, et qui met les femmes au centre de l'accès à un travail décent dans les secteurs émergents ainsi que dans ceux où elles sont actuellement sous ou surreprésentées (p. ex. services de soins).

## Au-delà de la reprise : réaliser l'égalité des genres

L'engagement du gouvernement fédéral à l'égard d'un Plan d'action pour les femmes dans l'économie est une excellente occasion de planifier efficacement une relance inclusive dont ont grandement besoin les femmes marginalisées. En même temps, il ouvre la porte à une planification économique soutenue dans une optique intersectionnelle d'égalité des genres qui pourrait amener le gouvernement fédéral au-delà de l'analyse comparative entre les sexes plus vers l'intégration de l'égalité des genres, de l'équité en matière d'emploi et de l'élimination de la discrimination systémique, dans la politique économique de base.

Un Plan d'action pangouvernemental à long terme pour les femmes dans l'économie, appuyé par une infrastructure interne du gouvernement fédéral qui crée une planification économique intersectionnelle et sexospécifique continue, ferait en sorte de concentrer de façon permanente l'attention sur les femmes dans l'économie et signifierait une percée importante en matière d'égalité pour le premier gouvernement fédéral du Canada à être ouvertement féministe.

## Ce rapport a été corédigé par :



### **Le Centre canadien de politiques alternatives**

Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) est un institut de recherche indépendant et non partisan qui s'intéresse aux questions de justice sociale, économique et environnementale. Fondé en 1980, le CCPA est l'une des principales voix progressistes au Canada dans les débats sur les politiques publiques. Son programme « Make Women Count » examine les disparités existantes entre les genres ainsi que les solutions nécessaires pour faire en sorte que notre société soit plus juste et plus égalitaire.



### **La Fondation canadienne des femmes**

Fondée en 1991 pour répondre à un besoin criant en matière de philanthropie à l'intention des femmes, la Fondation canadienne des femmes est aujourd'hui l'une des plus importantes fondations du genre au monde. Avec l'aide de ses donateurs et donatrices, la Fondation a recueilli plus de 100 millions de dollars et subventionné plus de 2 000 programmes partout au pays. Les programmes de la Fondation s'attaquent aux causes fondamentales des problématiques qui touchent les femmes et les filles et aident ces dernières à surmonter les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées.



### **L'Ontario Nonprofit Network (ONN)**

L'ONN est un réseau indépendant regroupant les 58 000 organisations de bienfaisance et sans but lucratif de l'Ontario. Le réseau concentre ses efforts sur les politiques, la défense des droits et les services afin de renforcer le secteur en tant que pilier de notre société et de notre économie. Le réseau s'efforce de créer un contexte où les politiques publiques favorisent la réussite des organismes sans but lucratif. Nous facilitons la collaboration entre les divers organismes du réseau sur des enjeux qui

concernent le secteur dans son ensemble, et portons la voix du réseau auprès du gouvernement, des bailleurs de fonds et des autres parties prenantes.

---

## Notes en fin de texte

<sup>1</sup> Secteur consistant en des soins rémunérés et non rémunérés où le travail de soin est défini comme la prise en charge des besoins physiques, psychologiques, émotionnels et de développement d'une autre personne, [Vers une nouvelle normalité : Financer un secteur des femmes prospère et en santé](#).

<sup>2</sup> YWCA Canada et The Gender and Economy Institute (2020), [Un plan de relance économique féministe pour le Canada : Faire fonctionner l'économie pour tout le monde](#).

<sup>3</sup> Centre canadien de politiques alternatives (2020), [Un New Deal pour une nouvelle décennie : Le 2020 budget fédéral alternatif](#).

<sup>4</sup> Chambre de commerce de l'Ontario (2020), [Le projet « She-Covery » : Faire face aux impacts économiques sexospécifiques de la COVID-19 en Ontario](#).

<sup>5</sup> Inventée par l'économiste Armine Yalnizyan, l'expression « récession au féminin » (she-cession) fait allusion aux répercussions plus importantes de la récession liée à la pandémie sur les femmes, qui se sont manifestées au départ par une plus grande perte d'emploi et maintenant par un retour au travail plus lent et l'abandon du marché du travail par les femmes.

<sup>6</sup> Gouvernement du Canada (2020), [Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19 : Énoncé économique de l'automne de 2020](#).

<sup>7</sup> Katherine Scott (2020), [Women bearing the brunt of economic losses: One in five have been laid off or had hours cut](#), Behind the Numbers, Centre canadien de politiques alternatives.

<sup>8</sup> David Macdonald (2020), [Canada's job losses reach Great Depression levels](#), Behind the Numbers, Centre canadien de politiques alternatives.

<sup>9</sup> Les chiffres suivants sont tirés de l'analyse fondée sur le tableau 14-10-0287-01 de Statistique Canada, Caractéristiques de la population active, données mensuelles désaisonnalisées.

<sup>10</sup> Statistique Canada, Tableau 14-10-0022-01, Caractéristiques de la population active selon l'industrie, données mensuelles non désaisonnalisées.

<sup>11</sup> Statistique Canada. Le fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) de l'Enquête sur la population active d'août 2020, exclut les travailleurs autonomes. Calculs par David Macdonald, Centre canadien de politiques alternatives.

<sup>12</sup> Statistique Canada (2020), [Enquête sur la population active, septembre 2020](#). Cela comprend les heures perdues en raison de circonstances personnelles, comme s'occuper des enfants, ainsi que celles liées à la situation d'emploi, comme la réduction des quarts de travail.

<sup>13</sup> Statistique Canada. Le fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) de l'Enquête sur la population active de septembre 2020, exclut les travailleurs autonomes. Calculs par David Macdonald, Centre canadien de politiques alternatives. Les mères monoparentales étaient beaucoup plus susceptibles que les mères de familles biparentales d'avoir subi une perte d'emploi ou une réduction des heures de travail, soit plus du tiers (38 %) comparativement à un peu plus du quart (26 %) respectivement, de février à avril.

<sup>14</sup> Dawn Desjardins et Carrie Freestone (2020), [Les Canadiennes continuent de quitter la population active](#), Économique RBC.

<sup>15</sup> BC Women's Health Foundation (2020), [Unmasking Gender Inequity](#).

<sup>16</sup> Gouvernement du Canada (2020), [Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19 : Énoncé économique de l'automne de 2020](#).

<sup>17</sup> Centre canadien de politiques alternatives, (2020), [Un New Deal pour une nouvelle décennie : Le 2020 budget fédéral alternatif](#).

<sup>18</sup> Dave McGinn (2020), Low enrolment, PPE costs push child-care centres across Canada to edge of insolvency, *The Globe and Mail*, 25 sept. 2020.

<sup>19</sup> Jim Stanford (2020), [The Role of Early Learning and Child Care in Rebuilding Canada's Economy after COVID-19](#), Centre for Future Work.

<sup>20</sup> Gouvernement du Canada (2020), [Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19 : Énoncé économique de l'automne de 2020](#).

---

<sup>21</sup> Women’s Budget Group (2016), [Investing in the Care economy to boost employment and gender equality](#)”; Jim Stanford (2020), [The Role of Early Learning and Child Care in Rebuilding Canada’s Economy after COVID-19](#), Centre for Future Work.

<sup>22</sup> Gouvernement du Canada (2020), [Aider les Canadiens au cours de la prochaine étape de la reprise économique : accès accru à l’assurance - emploi et prestations de la relance économique](#).

<sup>23</sup> David Macdonald (2020), « 1.8 million Canadians better off with a higher EI and CRB floor », Behind the Numbers, Centre canadien de politiques alternatives.

<sup>24</sup> Institute for Women’s Policy Research (2019), [Future of care work](#); Institute for Women’s Policy Research (2019), [Women, Automation, and the future of work](#)

<sup>25</sup> Women Deliver (2019), [How a business can build a ‘future of work’ that works for women](#).